

Le 9 janvier 2017

JORF n°0290 du 14 décembre 2016

**Décret n° 2016-1697 du 12 décembre 2016 fixant les dispositions particulières applicables aux agents non titulaires de certains établissements publics de l'environnement**

**Chapitre Ier : Dispositions générales**

**Article 1**

Les agents contractuels recrutés, dans les établissements ci-après, par contrat à durée déterminée ou indéterminée dans un emploi correspondant à un besoin permanent au sens du 2° de l'article 3 et des articles 4, 6, 6 quinquies et 6 septies de la loi du 11 janvier 1984 susvisée, sont régis par les dispositions du présent décret et, pour autant qu'elles n'y sont pas contraires, par les dispositions du décret du 17 janvier 1986 susvisé :

- 1° L'Agence française pour la biodiversité ;
- 2° Le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres ;
- 3° L'Office national de la chasse et de la faune sauvage ;
- 4° Les parcs nationaux ;
- 5° L'établissement public du marais poitevin.

**Chapitre II : Recrutement**

**Section 1 : Dispositions communes**

**Article 2**

Les agents contractuels mentionnés à l'article 1er sont répartis, compte tenu des fonctions qui leur sont confiées, dans quatre catégories d'emplois :

- 1° Celle des personnels de conception et d'encadrement supérieur et des experts de haut niveau, qui comprend un premier niveau divisé en dix échelons et un deuxième niveau divisé en sept échelons ;
- 2° Celle des personnels de conception et d'encadrement et des spécialistes de haut niveau, qui comprend un premier niveau divisé en onze échelons et un deuxième niveau divisé en ~~huit~~ neuf échelons et ~~deux-un~~ deux échelons exceptionnels ;

3° Celle des personnels d'application, qui comprend un premier niveau divisé en ~~quatorze~~  
~~treize~~ échelons et un deuxième niveau divisé en dix échelons ;

4° Celle des personnels d'exécution, qui comprend un premier niveau divisé en douze échelons et un deuxième niveau divisé en huit échelons.

### **Article 3**

Les autorités compétentes des établissements publics mentionnés à l'article 1er recrutent les agents par voie de :

1° Recrutement externe ouvert aux candidats remplissant les conditions précisées aux sections 2 à 5 du présent chapitre ;

2° Recrutement interne à ~~équivalence de niveau et de catégorie~~ ouvert aux agents contractuels ~~d'un autre~~ des établissements publics mentionnés à l'article 1er, ~~afin d'occuper des fonctions relevant du même niveau et de la même catégorie d'emplois que leur catégorie d'origine~~ ;

3° Promotion de catégorie ouverte aux agents bénéficiant d'un contrat à durée indéterminée, inscrits sur une liste d'aptitude arrêtée, par le ministre chargé de l'environnement, après accord des autorités compétentes des établissements publics, et soumise à l'avis de la commission consultative paritaire ministérielle mentionnée à l'article 26.

### **Article 4**

Les agents contractuels mentionnés aux 1° et au 2° de l'article 3 sont recrutés après publication d'une vacance d'emploi.

Les emplois vacants ou appelés à le devenir dans un des établissements publics mentionnés à l'article 1er font au minimum l'objet d'une publication préalable au sein de tous les établissements concernés.

Les modalités de cette publication sont fixées par le ministre chargé de l'environnement après accord des autorités compétentes des établissements publics d'accueil.

## **Section 2 : Dispositions relatives aux personnels de conception et d'encadrement supérieur et des experts de haut niveau**

### **Article 5**

Les personnels de conception et d'encadrement supérieur et des experts de haut niveau

sont recrutés par voie de :

1° Recrutement externe ouvert :

- a) Aux candidats titulaires d'un doctorat ou d'un titre ou diplôme équivalent ;
- b) Aux candidats titulaires d'un titre ou diplôme dont la liste est fixée par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre chargé de la fonction publique, ou d'un titre ou diplôme équivalent ;
- c) Aux candidats titulaires d'un titre ou diplôme classé au niveau I ou d'un titre ou diplôme équivalent, et disposant d'une expérience professionnelle d'au moins huit ans dans des fonctions équivalentes à celles envisagées pour le recrutement ;

2° Recrutement interne ~~à équivalence de niveau et de catégorie~~ ouvert :

a) Aux candidats répondant aux conditions du 1°

a)b) Aux candidats justifiant d'une expérience professionnelle de 15 ans en tant que personnel de conception et d'encadrement et spécialistes de haut niveau et justifiant de 5 ans de service effectif au 2<sup>ème</sup> niveau de la catégorie des personnels de conception et d'encadrement et spécialistes de haut niveau

Mis en forme : Expositif

3° Promotion de catégorie, au sens de l'article 2, ouverte aux agents ayant atteint le deuxième niveau de la catégorie des personnels de conception et d'encadrement et des spécialistes de haut niveau, n'ayant pas accédé à l'un des deux échelons exceptionnels de ce niveau et inscrits sur la liste d'aptitude mentionnée à l'article 3.

## Article 6

La proportion de nominations susceptibles d'être prononcées au titre de la promotion au choix est fixée à raison d'une nomination pour    trois recrutements par voie de recrutement externe intervenus dans l'ensemble des établissements mentionnés à l'article 1er au sein de la catégorie des personnels de conception et d'encadrement supérieur et des experts de haut niveau.

## Section 3 : Dispositions relatives aux personnels de conception et d'encadrement et des spécialistes de haut niveau

### Article 7

Les personnels de conception et d'encadrement et des spécialistes de haut niveau sont recrutés par voie de :

1° Recrutement externe ouvert :

- a) Aux candidats titulaires d'un titre ou d'un diplôme classé au niveau I ou d'un titre ou diplôme équivalent ;
- b) Aux candidats titulaires d'un titre ou diplôme classé au niveau II, ou d'un titre ou diplôme équivalent, et disposant d'une expérience professionnelle d'au moins cinq ans dans des

fonctions équivalentes à celles envisagées pour le recrutement ;

2° Recrutement interne ~~à équivalence de niveau et de catégorie ouvert~~;

a) Aux candidats répondant aux conditions du 1°

a)b) Aux candidats justifiant d'une expérience professionnelle de 15 ans minimum comme personnel d'application et justifiant de 5 ans de service effectif au 2<sup>ème</sup> niveau de la catégorie des personnels d'application

Mis en forme : Expositant

3° Promotion de catégorie, au sens de l'article 2 du présent décret, ouverte aux agents justifiant d'au moins cinq ans de services effectifs dans le deuxième niveau de la catégorie des personnels d'application et inscrits sur la liste d'aptitude mentionnée à l'article 3.

#### Article 8

Le nombre maximum de nominations susceptibles d'être prononcées au titre de la promotion au choix est calculée en appliquant une proportion d'un cinquième à 5 % de l'effectif des agents de la catégorie des personnels de conception et d'encadrement et des spécialistes de haut niveau des établissements mentionnés à l'article 1er, à laquelle s'ajoute une promotion au choix pour quatre recrutements externes intervenus dans l'ensemble de ces établissements au cours de l'année.

#### Section 4 : Dispositions relatives aux personnels d'application

#### Article 9

Les personnels d'application sont recrutés par voie de :

1° Recrutement externe ouvert aux candidats titulaires d'un titre ou d'un diplôme classé au moins au niveau IV, ou d'un titre ou diplôme équivalent ;

2° Recrutement interne ~~à équivalence de niveau et de catégorie ouvert~~ -;

a) Aux candidats répondant aux conditions du 1)

a)b) Aux candidats justifiant d'une expérience professionnelle de 15 ans comme personnel d'exécution et justifiant de 5 ans de service effectif au 2<sup>ème</sup> niveau de la catégorie des personnels d'exécution

Mis en forme : Expositant

3° Promotion de catégorie, au sens de l'article 2 du présent décret, ouverte aux agents ayant atteint le deuxième niveau de la catégorie des personnels d'exécution ou le 7<sup>e</sup> échelon du premier niveau et inscrits sur la liste d'aptitude mentionnée à l'article 3.

#### Article 10

Le nombre maximum de nomination susceptibles d'être prononcées au titre de la promotion au choix est calculée en appliquant une proportion de deux cinquièmes à 5 % de l'effectif des agents de la catégorie des personnels d'application des établissements mentionnés à l'article 1er.

#### Section 5 : Dispositions relatives aux personnels d'exécution

## Article 11

Les personnels d'exécution sont recrutés sans condition de diplôme.

## Chapitre III : Rémunération

### Article 12

Par dérogation aux deuxième et troisième alinéas de l'article 1-3 du décret du 17 janvier 1986 susvisé, le traitement de base est fixé par référence aux indices et à la valeur du point de la fonction publique. Il correspond à l'indice attribué à chaque agent en fonction de son classement dans la catégorie à laquelle il appartient, son niveau et son échelon tel que mentionnés dans les tableaux de l'article 21. Les agents bénéficient de primes et indemnités dans des conditions fixées par décret. Un arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement, du ministre chargé du budget et du ministre chargé de la fonction publique fixe l'échelonnement indiciaire applicable à chacune des catégories et à chaque niveau de ces catégories.

## Chapitre IV : Classement

### Section 1 : Dispositions communes

#### Article 13

Les agents recrutés sont classés au premier échelon de leur catégorie, sous réserve des dispositions des articles 14 à 20.

#### Article 14

Les agents recrutés sur le fondement du 2° et du 3° de l'article 3 par voie de recrutement interne ou de promotion de catégorie sont classés au premier niveau de cette catégorie à un échelon comportant un indice brut égal ou à défaut immédiatement supérieur à celui qu'ils détenaient dans leur catégorie d'origine.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les agents recrutés en interne dans la même catégorie sont classés dans le niveau qu'il détenait dans leur emploi précédent.

Dans la limite de la durée de service exigée pour l'accès à l'échelon supérieur de leur nouvelle situation, ils conservent l'ancienneté d'échelon qu'ils avaient acquise dans leur précédente situation lorsque l'augmentation d'indice brut consécutive à leur nomination est inférieure à celle qui aurait résulté d'un avancement d'échelon dans leur ancienne situation.

Les agents nommés alors qu'ils ont atteint le dernier échelon de leur situation d'origine conservent leur ancienneté d'échelon dans les mêmes limites, lorsque l'augmentation

d'indice brut consécutive à leur nomination est inférieure à celle qui aurait résulté d'une promotion à ce dernier échelon.

#### ~~Article 15-~~

~~-  
-~~

~~Les agents recrutés sur le fondement du 2° de l'article 3 par la voie d'un recrutement interne demeurent à l'échelon comportant l'indice brut de rémunération égal à celui dont ils bénéficiaient dans leur précédent établissement. Ils conservent à cette occasion l'ancienneté acquise dans cet échelon.~~

#### Article 16

La durée effective du service national accompli en tant qu'appelé en application de l'article L. 63 du code du service national, de même que le temps effectif accompli au titre du service civique ou du volontariat international, respectivement en application des articles L. 120-33 ou L. 122-16 du même code, sont pris en compte pour leur totalité dans le classement des agents.

#### Section 2 : Dispositions particulières relatives au classement de chacune des catégories

#### Article 17

Les agents recrutés par la voie du recrutement externe dans la catégorie des personnels de conception et d'encadrement supérieur et des experts de haut niveau sont classés dans le premier niveau de cette catégorie, à un échelon déterminé en prenant compte, sur la base des durées de service fixées à l'article 21 pour chaque avancement d'échelon, leur expérience professionnelle antérieure selon des modalités précisées à l'alinéa suivant.

Les activités professionnelles, ~~qu'elles aient été exercées dans le secteur public ou privé,~~ précédemment exercées après l'obtention du diplôme ou du titre exigé, dans des fonctions d'un niveau correspondant à celle pour laquelle ils ont été recrutés, sont prises en compte ~~dans la limite maximale de sept ans.~~

- , pour celles exercées dans le secteur public en totalité et pour la totalité des 12 premières années et les deux tiers des suivantes pour celles exercées dans le secteur privé.

#### Article 18

Les agents recrutés par la voie du recrutement externe dans la catégorie des personnels de conception et d'encadrement et des spécialistes de haut niveau sont classés dans le premier niveau de cette catégorie, à un échelon déterminé en prenant en compte, sur la base des durées de service fixées à l'article 21 pour chaque avancement d'échelon, leur expérience professionnelle antérieure selon les modalités suivantes :

1° Les services effectifs précédemment accomplis en qualité d'agent public dans un emploi de la catégorie A ou de même niveau sont pris en compte pour la totalité de leur durée ;

2° Les activités professionnelles exercées en qualité de salarié dans des fonctions d'un niveau au moins équivalent à la catégorie A sont prises en compte en totalité pour les 12 premières années et pour les deux tiers de leur durée-au-delà.

~~La reprise d'ancienneté prévue aux 1° et 2° ne peut excéder onze ans au total.~~

## Article 19

Les agents recrutés par la voie du recrutement externe dans la catégorie des personnels d'application sont classés dans le premier niveau de cette catégorie, à un échelon déterminé en prenant en compte, sur la base des durées de service fixées à l'article 21 pour chaque avancement d'échelon, leur expérience professionnelle antérieure selon des modalités précisées aux alinéas suivants.

Sont pris en compte, ~~soit~~ les services effectifs précédemment accomplis en qualité d'agent public dans un emploi de catégorie B ou de même niveau pour la totalité de leur durée, ainsi que soit les activités professionnelles exercées en qualité de salarié dans des fonctions d'un niveau au moins équivalent à la catégorie B en totalité pour les 12 premières années et pour les deux tiers de leur durées suivantes. ~~Les agents qui, compte tenu de leur parcours professionnel antérieur, relèvent de ces deux règles peuvent opter, lors de leur recrutement ou au plus tard dans un délai de six mois suivant celui-ci, pour l'application de celle qui leur est la plus favorable.~~

En outre, les agents titulaires d'un titre ou d'un diplôme sanctionnant deux années de formation classée au moins au niveau III, ou d'un titre ou diplôme équivalent, bénéficient d'une bonification de deux ans d'ancienneté.

## Article 20

Les agents recrutés par la voie du recrutement externe dans la catégorie des personnels d'exécution sont classés dans le premier niveau de cette catégorie, à un échelon déterminé en prenant en compte, sur la base des durées de service fixées à l'article 21 pour chaque avancement d'échelon, leur expérience professionnelle antérieure selon des modalités précisées aux alinéas suivants.

Sont pris en compte, ~~soit~~ les services effectifs précédemment accomplis en qualité d'agent public pour la totalité de leur durée, soit-et les activités professionnelles exercées en qualité de salarié en totalité pour les 12 premières années et pour les deux tiers de leur durée pour les suivantes. ~~Les agents qui, compte tenu de leur parcours professionnel antérieur, relèvent de ces deux règles peuvent opter, lors de leur recrutement ou au plus tard dans un délai de six mois suivant celui-ci, pour l'application de celle qui leur est la plus favorable.~~

## Chapitre V : Avancement

### Section 1 : Dispositions relatives à l'avancement d'échelon

#### Article 21

Pour chaque catégorie d'emplois, la durée requise dans chaque échelon pour accéder à l'échelon supérieur est fixée conformément aux tableaux suivants :

CATÉGORIE DES PERSONNELS DE CONCEPTION ET D'ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET DES EXPERTS DE HAUT NIVEAU	
Echelons	Durée
Deuxième niveau	
7e échelon	-
6e échelon	3 ans
5e échelon	2 ans 6 mois
4e échelon	2 ans
3e échelon	2 ans
2e échelon	2 ans
1er échelon	1 an 6 mois
Premier niveau	
10e échelon	-
9e échelon	3 ans
8e échelon	2 ans 6 mois
7e échelon	2 ans
6e échelon	2 ans
5e échelon	2 ans
4e échelon	1 an 6 mois
3e échelon	1 an 6 mois
2e échelon	1 an
1er échelon	1 an

CATÉGORIE DES PERSONNELS DE CONCEPTION ET D'ENCADREMENT ET DES SPÉCIALISTES DE HAUT NIVEAU	



Echelons	Durée
Deuxième niveau	
<del>2e</del> échelon exceptionnel	-
<del>1er échelon exceptionnel</del> <del>9e</del> échelon	-
8e échelon	<del>3 ans</del> -
7e échelon	3 ans <del>6 mois</del>
6e échelon	3 ans <del>6 mois</del>
5e échelon	3 ans
4e échelon	3 ans
3e échelon	3 ans
2e échelon	2 ans 6 mois
1er échelon	2 ans
Premier niveau	
<del>11e</del> échelon	-
10e échelon	<del>4 ans</del>
9e échelon	4 ans
8e échelon	4 ans
7e échelon	4 ans
6e échelon	<del>3 ans</del> <del>4 ans</del>
5e échelon	<del>2 ans</del> <del>6 mois</del> <del>3 ans</del>
4e échelon	2 ans <del>6 mois</del>
3e échelon	<del>1 an</del> <del>6 mois</del> <del>2 ans</del>
2e échelon	<del>1 an</del> <del>2 ans</del>
1er échelon	<del>1 an</del> <del>1 an 6 mois</del>

CATÉGORIE DES PERSONNELS D'APPLICATION

Echelons	Durée
Deuxième niveau	
10e échelon	-
9e échelon	<del>4</del> 3ans
8e échelon	3 ans
7e échelon	3 ans
6e échelon	3 ans
5e échelon	2 ans
4e échelon	2 ans
3e échelon	2 ans
2e échelon	2 ans
1er échelon	2 ans
Premier niveau	
<del>14e échelon</del>	<del>-</del>
13e échelon	<del>4</del> ans
12e échelon	4 ans
11e échelon	3 ans
10e échelon	3 ans
9e échelon	3 ans
8e échelon	3 ans
7e échelon	3 ans
6e échelon	2 ans
5e échelon	2 ans
4e échelon	2 ans
3e échelon	2 ans

2e échelon	<del>1 an</del> 2 ans
1er échelon	2 ans <del>1 an</del>

CATÉGORIE DES PERSONNELS D'EXÉCUTION	
Echelons	Durée
Deuxième niveau	
8e échelon	-
7e échelon	4 ans
6e échelon	4 ans
5e échelon	3 ans
4e échelon	3 ans
3e échelon	2 ans
2e échelon	2 ans
1er échelon	2 ans
Premier niveau	
12e échelon	-
11e échelon	4 ans
10e échelon	4 ans
9e échelon	4 ans
8e échelon	4 ans
7e échelon	3 ans
6e échelon	3 ans
5e échelon	3 ans
4e échelon	2 ans
3e échelon	2 ans

2e échelon	2 ans
1er échelon	1 an

## Article 22

Peuvent accéder au choix ~~au premier à l'~~échelon exceptionnel de la catégorie des personnels de conception et d'encadrement et des spécialistes de haut niveau, dans la limite d'un pourcentage des effectifs ~~du deuxième niveau~~ de cette catégorie fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement, du ministre chargé de la fonction publique et du ministre chargé du budget, les agents appartenant au deuxième niveau de cette catégorie ayant au moins trois ans et six mois d'ancienneté dans le ~~8e-9e~~ échelon.

~~Peuvent accéder au choix au deuxième échelon exceptionnel de la catégorie des personnels de conception et d'encadrement et des spécialistes de haut niveau, dans la limite d'un pourcentage des effectifs du premier échelon exceptionnel du deuxième niveau de cette catégorie fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement, du ministre chargé de la fonction publique et du ministre chargé du budget, les agents appartenant au deuxième niveau de cette catégorie ayant au moins trois ans et six mois d'ancienneté dans le premier échelon exceptionnel.~~

**Commentaire [GD1]:** IDEM ITPE  
PPCR

## Section 2 : Dispositions relatives à l'avancement de niveau

### Article 23

Les agents disposant d'un contrat à durée indéterminée peuvent être promus au choix au deuxième niveau de leur catégorie après avis de la commission consultative paritaire définie à l'article 26 dans les conditions fixées à l'article suivant.

### Article 24

I. - Peuvent être promus au choix au deuxième niveau de la catégorie des personnels de conception et d'encadrement supérieur et des experts de haut niveau les agents ayant au moins ~~sept-trois~~ ans de services dans le premier niveau de cette catégorie ~~et ayant atteint le~~ 6<sup>ème</sup> échelon.

**Mis en forme :** Expositant

II. - Peuvent être promus au choix au deuxième niveau de la catégorie des personnels de conception et d'encadrement et des spécialistes de haut niveau les agents remplissant les conditions suivantes :

1° Compter au moins ~~six-trois~~ ans de services effectifs dans un emploi de la catégorie des personnels de conception et d'encadrement et des spécialistes de haut niveau ou de même niveau ;

2° Avoir atteint au moins le 5e échelon du premier niveau de la grille de la catégorie des personnels de conception et d'encadrement et des spécialistes de haut niveau.

III. - Peuvent être promus au choix au deuxième niveau de la catégorie des personnels d'application les agents remplissant les conditions suivantes :

1° Compter ~~au moins cinq ans-trois ans~~ de services effectifs dans un emploi de la catégorie des personnels d'application ~~ou de même niveau~~;

2° Avoir atteint au moins le ~~67~~<sup>6</sup>e échelon du premier niveau de la grille de la catégorie des personnels d'application.

IV. - Peuvent être promus au choix au deuxième niveau de la catégorie des personnels d'exécution les agents remplissant les conditions suivantes :

~~1° Compter au moins dix ans de services effectifs dans un emploi de la catégorie des personnels d'exécution ou de même niveau~~;

~~2° Avoir atteint au moins le 6e échelon du premier niveau de la grille de la catégorie d'exécution.~~

IV bis : A titre transitoire pour les années 2019 et 2020, peuvent également être promus les agents occupant une fonction de niveau équivalent à leur catégorie de reclassement depuis plus de 10 ans.

**Commentaire [GD2]:** rattrage des mauvais reclassements...personnes avec beaucoup d'ancienneté reclassé aux premiers échelons ....

V. - Les agents promus au deuxième niveau dans leur catégorie, dans les conditions définies aux I à IV, sont classés à l'échelon de ce niveau comportant un indice égal ou, à défaut, immédiatement supérieur à celui qu'ils détenaient dans le premier niveau de leur catégorie.

Dans la limite de l'ancienneté exigée à l'article 21 pour l'avancement à l'échelon supérieur dans le deuxième niveau de leur catégorie, ils conservent l'ancienneté d'échelon acquise dans le premier niveau de leur catégorie, lorsque l'augmentation de traitement consécutive à leur promotion est inférieure à celle qui aurait résulté d'un avancement d'échelon dans le premier niveau de leur catégorie, ou à celle qui a résulté de leur avancement au dernier échelon, lorsqu'ils ont déjà atteint l'échelon terminal du premier niveau de leur catégorie.

## Article 25

Le nombre maximal d'agents du premier niveau des quatre catégories mentionnées à l'article 2 pouvant être promus chaque année au deuxième niveau de leur catégorie est déterminé par application de taux de promotion à l'effectif des agents du premier niveau de la catégorie considérée qui, au 31 décembre de l'année précédant celle au titre de laquelle sont prononcées les promotions, remplissent les conditions respectivement au I, au II, au III et au IV de l'article 24.

Les taux de promotion sont fixés par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement, du ministre chargé de la fonction publique et du ministre chargé du budget pour l'ensemble des agents contractuels mentionnés à l'article 1er. Lorsque le nombre de promotions calculé par application de ces taux n'est pas entier, la décimale est ajoutée au nombre de promotions calculé dans les mêmes conditions au titre de l'année suivante.

Toutefois, lorsque l'application des dispositions qui précèdent ne permet pas de prononcer de promotion pendant deux années consécutives, une promotion dans le niveau supérieur de la catégorie peut, dans la limite des postes à pourvoir, être prononcée la troisième

année. Dans ce cas, le cumul des décimales des années n'ayant pas permis de promotion n'est pas reporté l'année suivante.

## **Chapitre VI : Représentation du personnel**

### **Article 26**

Par dérogation à l'article 1-2 du décret du 17 janvier 1986 susvisé, les avis relatifs à l'établissement des tableaux d'avancement de niveau à l'intérieur d'une même catégorie hiérarchique, à l'établissement des listes d'aptitude d'une catégorie à une autre, à l'accès aux échelons exceptionnels des personnels de conception et d'encadrement et des spécialistes de haut niveau et aux recrutements internes des agents contractuels des établissements publics de l'environnement relèvent d'une commission consultative paritaire ministérielle.

La commission consultative paritaire ministérielle est également compétente pour examiner les questions d'ordre disciplinaire lorsqu'il n'existe pas, au sein de la commission consultative paritaire instituée dans chacun des établissements publics mentionnés à l'article 1er en application de l'article 1-2 du décret du 17 janvier 1986 précité, de représentants du personnel d'une catégorie d'emploi au moins égale à celle à laquelle appartient l'agent concerné.

## **Chapitre VII : Dispositions transitoires et finales**

### **Article 27**

Les agents contractuels de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques, de Parcs nationaux de France, de l'agence des aires marines protégées et du groupement d'intérêt public « ateliers techniques des espaces naturels » sont régis par le présent décret jusqu'à leur transfert effectif à l'Agence française pour la biodiversité dans les conditions prévues par la loi du 8 août 2016 susvisée.

Jusqu'à la mise en place des commissions consultatives régies par le présent décret, qui interviendra au plus tard le 31 mars 2017, demeurent compétentes les commissions consultatives paritaires instituées auprès des établissements mentionnés au premier alinéa et des établissements mentionnés aux 2° à 5° de l'article 1er. Durant la même période, leurs membres poursuivent leur mandat.

### **Article 28**

Le présent décret peut être modifié par décret, à l'exception de ses articles 12, 21 et 26.

### **Article 29**

Le décret n° 86-574 du 14 mars 1986 portant statut des gardes-pêche de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques, le décret n° 98-1262 du 29 décembre 1998 portant statut

des personnels de l'Office national de la chasse et le décret n° 2000-792 du 24 août 2000 portant statut des personnels techniques et administratifs de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques sont abrogés.

### **Article 30**

Les dispositions du présent décret entrent en vigueur le premier jour du mois qui suit celui de sa publication.

### **Article 31**

La ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat, le ministre de l'économie et des finances, la ministre de la fonction publique, la secrétaire d'Etat chargée de la biodiversité et le secrétaire d'Etat chargé du budget et des comptes publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 12 décembre 2016.

Bernard Cazeneuve  
Par le Premier ministre :

La ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat,  
Ségolène Royal

Le ministre de l'économie et des finances,  
Michel Sapin

La ministre de la fonction publique,  
Annick Girardin

La secrétaire d'Etat chargée de la biodiversité,  
Barbara Pompili

Le secrétaire d'Etat chargé du budget et des comptes publics,  
Christian Eckert